



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

M_DL241216_198

FONCIER - CONVENTION DE SERVITUDE - ENEDIS - AVENUE SIMONE VEIL - PARCELLE AO 453- SIGNATURE - AUTORISATION

M. Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal Délégué - Dans le cadre de la desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par le bureau d'étude TOPO Etudes mandaté par la société ENEDIS doivent emprunter la parcelle communale cadastrée section AO 453, située Avenue Simone Veil, à Montivilliers. Ainsi une convention de servitude et une convention de mise à disposition doivent être contractualisées entre la société ENEDIS et la Ville de Montivilliers.

A la lumière de cette information, la société ENEDIS a demandé l'élaboration d'une convention de servitude de passage dans le but :

- d'établir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 6 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 36 mètres ainsi que ses accessoires ;
- d'établir si besoin des bornes de repérage ;
- d'effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes implantations se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênant leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute occasionnant des dommages aux ouvrages ;
- d'utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement...).

Cette convention sera conclue pour la durée d'affectation au service public de la distribution de l'électricité des ouvrages ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués.

Par cette dernière, le libre accès sera accordé au bureau d'étude mandaté par la société ENEDIS pour l'installation et la maintenance, dont l'entretien et la réparation ou encore le remplacement et la rénovation desdits ouvrages.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'énergie,

VU le Code Civil, concernant les articles 639, 649 et 650 annonçant le principe de servitude dites d'utilité publique

CONSIDÉRANT

- Que la ville de Montivilliers est propriétaire de la parcelle cadastrée section AO 453 ;
- Que la société ENEDIS a sollicité la Ville de Montivilliers afin d'obtenir un droit de servitude de branchement électrique sur la parcelle communale cadastrée section AO 453 ;
- Que ladite servitude est accordée à titre gratuit ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sa commission municipale « Attractivité du territoire et Urbanisme » réunie le 11 décembre 2024, consultée,

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De conclure une convention de servitude de branchement électrique, à titre gratuit, au profit de la société ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée section AO 453 dans le cadre de la desserte et de l'alimentation du réseau électrique de la parcelle située Avenue Simone Veil à Montivilliers.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes de branchement électrique concernant la parcelle cadastrée section AO 453 et tous les documents se rattachant à ce dossier.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr